

✘ Comment l'Amérique a décidé d'une OPA sur l'Europe grâce au Traité transatlantique. Les multinationales sont depuis le début au cœur des négociations grâce aux lobbies. Pour libéraliser l'accès aux marchés, l'Union européenne et les Etats-Unis sont censés faire « converger » leurs réglementations dans tous les secteurs.

Le problème est que les Etats-Unis sont aujourd'hui en dehors des cadres du droit international en matière écologique, sociale et culturelle, qu'ils refusent d'appliquer les principales conventions sur le travail, le protocole de Kyoto sur le réchauffement climatique, la convention pour la biodiversité, les conventions de l'Unesco sur la diversité culturelle, etc. De même que l'intégration économique de l'Europe était censée déboucher sur son unification politique, il s'agirait de créer à terme un grand bloc politico-culturel unifié allant de San Francisco jusqu'aux frontières de la zone d'influence russe. Le continent eurasiatique étant ainsi coupé en deux, une véritable Fédération transatlantique, pourvue d'une assemblée parlementaire regroupant des membres du Congrès américain et du Parlement européen, et représentant 78 Etats (28 Etats européens, 50 Etats américains), pourrait ainsi être créée.

Les souverainetés nationales ayant déjà été annexées par la Commission de Bruxelles, c'est la souveraineté européenne qui serait alors transférée aux Etats-Unis L'arnaque du Mécanisme Européen de Stabilité (MES). Ce dispositif qui prône le « déficit zéro », aboutit à la perte d'indépendance budgétaire des Etats-membres en stimulant toujours plus d'endettement. Comment la politique d'austérité accentue la misère des peuples. L'effondrement des recettes fiscales, qu'elle génère, ne fait qu'aggraver les déficits et crée toujours plus d'injustice sociale. A la disparition des services publics s'ajoute la précarisation grandissante du travail « pour plus de flexibilité ».

A l'origine de la crise, la dérégulation des marchés financiers. A peine sauvées par les Etats, les banques profitent des déficits publics provoqués notamment par ce sauvetage pour spéculer contre les Etats, en attaquant les titres souverains sur les marchés obligataires, et pour lancer un nouvel assaut contre les acquis sociaux. Crise de la dette ou crise de l'euro ? S'il y a bien une crise de la dette, les conditions dans lesquelles l'euro a été mis en place l'ont fortement aggravée en ignorant dramatiquement les disparités économiques entre les pays appelés à l'utiliser.

Alors quelles solutions contre le nouveau totalitarisme de la mondialisation et de la gouvernance ? Alain de Benoist scrute toutes les solutions et tendances exprimées pour redonner à l'Europe une chance d'exister.

En librairie à partir du 15 janvier

Alain de Benoist, Editions Pierre Guillaume de Roux, 240 pages, 23 €

Lire aussi du même auteur sur TB : [Union transatlantique, la grande menace](#)